

Philippe Rio : « Les communistes savent porter l'alternative au capitalisme à l'échelle locale »

Le maire PCF de Grigny (Essonne), président de la coopérative des élus communistes et lauréat du prix de meilleur maire du monde en 2021, a reçu « l'Humanité » en pleine bataille des municipales.

Publié le 6 mars 2026 dans le journal l'Humanité, entretien réalisé par



[Aurélien Soucheyre](#)



« Je suis arrivé à Grigny quand j'avais six mois. Je viens d'un milieu social proche de celui du quart-monde. Mes parents connaissaient une situation très précaire. Je ne peux pas dire qu'ils étaient de la classe ouvrière. Enfin, ils l'étaient, mais de temps en temps, quand ils avaient un boulot. C'est dans ce contexte très difficile que j'ai découvert les militants de quartier et le communisme municipal. »

© Julien Jaulin/hanslucas

Grigny est la commune la plus pauvre de France. Son premier magistrat, Philippe Rio, a pourtant été élu meilleur maire du monde en 2021. Pourquoi ? Parce qu'il se bagarre chaque jour pour faire reculer la misère, développe des politiques sociales qui changent la vie et fait de la commune un échelon de résistance au libéralisme, à l'image de ce que font les élus PCF à travers le pays. Alors que les élections municipales de mars approchent à grands pas, il alerte sur le devenir des villes et villages et des services publics après dix ans de macronisme, sans jamais baisser les bras.

La sécurité, la santé, et le pouvoir d'achat sont les trois priorités des Français pour les municipales. Comment l'expliquez-vous ?

Ce sont trois sujets régaliens. Trois sujets qui relèvent avant tout de l'État. Mais comme les Français n'ont plus aucune confiance envers le président de la République et son gouvernement, ils se tournent vers les maires, élus de confiance par excellence. Ce virage sur ces trois sujets est assez dangereux car les communes n'ont ni les pouvoirs ni les moyens de régler complètement la situation. Mais les maires ont horreur de l'inaction et cherchent toujours des solutions.

C'est pour cela que [les polices municipales se développent de plus en plus](#), au risque de remplacer la police nationale. C'est pour cela aussi que les maires se retrouvent en compétition pour attirer les médecins, alors que [85 % du territoire national est aujourd'hui un désert médical](#). Mais si la commune peut beaucoup, il convient aujourd'hui de déchirer cette camisole libérale. Certes, les communistes savent porter une alternative au capitalisme à l'échelle locale. Mais chacun doit jouer son rôle : l'État, et les maires. En 2026 avec les municipales, et en 2027 avec la présidentielle, les Français ont une occasion historique de le rappeler.

Sur ces trois sujets, que peuvent les maires en l'état actuel ?

Sur la sécurité, ils mettent du bleu et des caméras partout, mais fondamentalement, cela ne règle rien. Il faut un continuum alliant prévention, sécurité et réparation. Au tribunal judiciaire d'Évry, il doit manquer quatre juges et huit greffiers. Les maires créent déjà des commissariats municipaux, ils ne vont pas non plus créer des tribunaux, non ? Pour autant, nous savons former des polices de proximité utiles et de qualité. Pareil pour les centres de santé municipaux. Ils ne remplaceront jamais l'hôpital, et pourtant, le savoir-faire historique du communisme municipal est d'une actualité confondante pour que tout le monde puisse se faire soigner.

Sur le même thème



[Municipales 2026 : des transports gratuits aux centres de santé, ce que gagnent les communistes dans les majorités de gauche](#)

L'organisation de la pénurie de médecins en France par le libéralisme éloigne les Français du soin. À tel point qu'à Grigny, la municipalité organise des [dépistages de cancer du sein](#) ou de l'utérus. Et on continuera ! Mais on ne pourra pas les soigner non plus... C'est pour cela que je dis, chacun son rôle. Idem sur le pouvoir d'achat, nous soutenons à fond le logement social, alors que se loger est le premier poste de dépense des Français. Mais [le logement sort](#)

[essoré de dix ans de macronisme](#). Pour autant, on ne se résigne pas. Et quand les élus communistes proposent des mutuelles de santé municipales, quand ils distribuent des protections hygiéniques, quand nous remunicipalisons la gestion de l'eau pour ne plus engraisser des actionnaires et pour faire baisser les factures, nous agissons sur le pouvoir d'achat. On se bat sur chaque euro !

Qu'est-ce qui vous a amené à Grigny et vous a donné envie de mener ces combats ?

Je suis arrivé à [Grigny](#) quand j'avais six mois. Je viens d'un milieu social proche de celui du quart-monde. Mes parents connaissaient une situation très précaire. Je ne peux pas dire qu'ils étaient de la classe ouvrière. Enfin, ils l'étaient, mais de temps en temps, quand ils avaient un boulot. C'est dans ce contexte très difficile que j'ai découvert les militants de quartier et le communisme municipal. J'ai été marqué par ces élus qui vivaient dans les mêmes immeubles que nous, qui agissaient, qui animaient. Ils m'ont élevé, j'ai grandi grâce à eux. Je suis devenu comme eux. Je n'ai habité que dans deux quartiers à Grigny. La Grande Borne, qui est le quartier d'habitat social, avant de déménager dans la plus grande copropriété dégradée de France, qui est classée opération d'intérêt national. Ça me semble naturel d'être là où les défis sont à relever.

Ces élus, dont vous faites partie, qu'arrivent-ils à faire à Grigny ?

On active tous les leviers et on innove sans cesse. On a tapé 30 marchands de sommeil, on les a chassés un à un. On a traîné Suez devant l'autorité de la concurrence et devant le tribunal administratif pour retrouver une gestion publique de l'eau. Le supermarché, on a été le chercher avec les dents devant le Conseil d'État. Quand le gouvernement a lancé une stratégie de lutte contre la pauvreté à Marseille, on est tout de suite allé obtenir la même chose pour Grigny. Ce sont de grands combats. Certains peuvent sembler plus modestes, mais sont tout aussi capitaux : 3 500 enfants ont un petit déjeuner gratuit tous les jours à Grigny. Ce qui fait 500 000 petits déjeuners distribués par an. Un fruit, un laitage, une céréale. C'est bon pour la santé, et pour leurs résultats scolaires, qui sont depuis en hausse !

Sur le même thème



[Droit aux vacances, à la santé, au logement... le communisme municipal, pourquoi ça marche ?](#)

Un maire, c'est un fabricant de politiques publiques. On fait de l'[écologie populaire](#). On a une ville qui, c'est son histoire, s'est créée de manière champignonnesque et aberrante du point de

vue de l'urbanisme, ce qui nous amène aujourd'hui à tout repenser et à créer un centre-ville. Et on est une ville solidaire : le prix d'une licence dans un club de sport à Grigny va de 0 à 75 euros pour les gamins. Résultat ? Il y a six ans, on avait un taux de licenciés de 30 % inférieur à la moyenne nationale. Aujourd'hui, on est au-dessus, et même très loin au-dessus concernant les filles.

Sur le pouvoir d'achat, existe-t-il une idée simple que chaque maire pourrait mettre en place ?

Bien sûr, il y a la question fondamentale de l'accès aux droits. Le montant du non-recours aux droits est de dix milliards d'euros par an dans ce pays. Et ce sont principalement les gens les plus pauvres qui ne revendiquent même pas les aides auxquelles ils ont droit. À Grigny, nous avons choisi de prendre ce problème à bras-le-corps et de lutter contre l'éloignement, l'illectronisme, la peur des institutions, la honte, la méconnaissance de ses droits. 50 % des personnes âgées qui peuvent en bénéficier ne font pas la démarche d'obtenir l'Aspa ([Allocation de solidarité aux personnes âgées](#)) ! 30 % des personnes qui pourraient toucher le RSA ne le demandent pas ! La première pierre dans la lutte contre la pauvreté peut-être celle-là : faire savoir aux citoyens qu'on peut leur faire connaître leurs droits, et s'organiser pour aller les décrocher.

Ce sont toutes ces actions qui vous ont permis d'être élu meilleur maire du monde ?

Je ne sais pas. Mais je rappelle que j'ai été élu ex aequo avec le maire de Rotterdam, qui est une ville port. Nous, il n'y a pas la mer, juste des lacs, mais on est aussi une ville port, une ville monde, avec des citoyens venus de quasiment tous les endroits du globe. Les gens arrivent, prennent l'ascenseur social, et quittent la ville, même si c'est en train de changer et qu'un sentiment de fierté se développe. Grigny est une ville tremplin. Avec une population très jeune. Nous avons l'inverse de la pyramide des âges française : 50 % des habitants ont moins de 30 ans. Et c'est aussi très précaire : 45 % des gens vivent sous le seuil de pauvreté. Et pourtant ça bosse ici. C'est une ville de travailleuses et de travailleurs. Le matin, sur le quai de la gare, à 6 heures, c'est blindé. Ça bosse, et ça bosse dans [les métiers pénibles, durs](#). Les gens ont plein de rêves quand ils arrivent ici. Et ils se mobilisent. On ne se laisse pas faire. Je fais partie de ces personnes qui sont communistes parce qu'elles détestent la misère. Et l'injustice. Alors on se bouge.

Vous semblez arriver à faire beaucoup, dans un contexte difficile et une ville pauvre. Comprenez-vous les maires qui sont de plus en plus nombreux à jeter l'éponge ?

Ce n'est pas tant les maires qui ont démissionné en masse, ce sont surtout les conseillers municipaux. Il y a une crise de l'engagement et une fatigue démocratique parfaitement compréhensibles. Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins. Les budgets et les réformes visent à ce que l'on ne puisse plus prendre de décisions libres. Les départements sont en train de crever la gueule ouverte. Excusez l'expression, mais c'est vrai. C'est pourquoi nous devons absolument faire de l'avenir des communes un sujet majeur des élections de 2026 et 2027. Sinon, cela va devenir très compliqué. [L'engagement et la vitalité démocratiques sont encore là](#). Si on se défonce, on peut encore bouger les lignes. Mais si on nous promet une nouvelle purge budgétaire...

Le Sénat et le gouvernement, face aux difficultés, veulent faciliter les fusions de communes. Il y en a 34 000 en France, contre 11 000 en Allemagne, 8 000 en Italie et en Espagne. Cela ne fait-il pas trop de communes en France, trop petites et isolées ?

Peut-être qu'il n'y en a pas assez en Allemagne. La commune reste aujourd'hui l'espace de confiance politique préféré des Français. C'est l'échelon de fraternité par excellence, de proximité citoyenne. C'est notre histoire, notre modèle issu de 1789. 68 % des Français ont confiance dans leurs maires, 18 % dans le président de la République, et 22 % dans les députés. Nous sommes peut-être aujourd'hui le dernier lien véritablement démocratique et républicain dans ce pays. Quand le gouvernement dit qu'il faut moins de communes, il se trompe de problème : la véritable question est celle du manque de moyens donnés aux maires.

Avec Sarkozy, Hollande, puis Macron, [nous avons perdu des dizaines et des dizaines de milliards d'euros cumulés](#). Cela a été sciemment orchestré pour nous étouffer. Alors oui, c'est vrai que nous arrivons à un point de bascule sur le devenir des communes. Mais nous avons cette année plus d'un million de Français candidats aux municipales. Il y a dans notre pays 500 000 élus locaux. Ils sont chaque jour au service des citoyens. J'y vois une chance gigantesque.

Sur la baisse des dotations depuis 2008, est-ce que les maires se sont assez bagarrés ?

Les maires communistes, oui. Les maires libéraux, non. Et ils sont majoritaires. C'est assez étrange à observer : ils soutiennent des gouvernements austéritaires, puis ils hurlent quand ils perdent des moyens localement. Ils sont dans une caricature de colère et de revendication, sans remise en cause de leur logiciel. Je ne sais pas trop comment ils peuvent regarder leurs concitoyens dans les yeux. Clairement, les maires dans leur ensemble n'ont pas été à la hauteur des enjeux ces dernières années face au gouvernement. Et nous, élus communistes, faisons face à un récit médiatique extrêmement puissant, selon lequel il y aurait trop de dépenses publiques dans ce pays. Il faut le briser. Comme l'a montré Fabien Gay, les entreprises touchent 211 milliards d'euros d'aides par an, souvent sans contrôle ni évaluation.

Le concours de l'État aux collectivités locales, c'est 105 milliards d'euros par an, avec contrôle du moindre euro. Et tant mieux parce que c'est de l'argent public. Mais donnez donc 50 ou 150 milliards d'euros de plus aux communes, et je peux vous assurer que la création d'activités, d'emplois locaux et non délocalisables sera au rendez-vous ! Nous, on sait comment utiliser l'argent. Les villes sont les premiers financeurs du mouvement sportif français. Pareil pour les associations culturelles. On a plein d'idées pour s'occuper des anciens, des crèches, des transports, du social, de la transition écologique. Je rappelle que selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), 50 % des solutions viendront des territoires. Depuis 2020, même si personne n'en parle, les maires mettent en place toute une série de stratégies de lutte contre le réchauffement climatique.

Dans quel état d'esprit les communistes se mobilisent-ils pour ces élections municipales ?

Ils savent qu'ils sont utiles. Qu'ils soient à la tête de communes, ou adjoints dans le cadre de majorités plurielles à gauche, ils font toujours preuve de radicalité et de responsabilité. Sur l'eau, sur l'accès à la santé, sur le logement, le sport, la culture, sur la gratuité des transports, sur la création de maisons des femmes, sur la restauration 100 % bio, ils entraînent toute la gauche. Ils continuent d'innover et de résister. Ils font vivre la République et sa devise. Et ils se battent au quotidien contre le mépris de classe, le mépris territorial, contre ce populisme d'extrême droite et de stigmatisation des citoyens étrangers qui se diffuse de plus en plus dans le pays. Notre société est mise au défi, pour 2026, 2027 et 2028 : la France sort déboussolée de dix ans de macronisme et de néolibéralisme destructeur. Est-ce qu'elle cédera aux sirènes des fachos réactionnaires ou est-ce qu'elle renouera avec les humanistes ? Tout l'enjeu est là.

<https://www.humanite.fr/politique/municipales-2026/philippe-rio-les-communistes-savent-porter-lalternative-au-capitalisme-a-lechelle-locale>